

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI



Etat d'avancement des projets financés par le Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix

Rapport trimestriel consolidé des projets PBF juillet à septembre 2009

1. INTRODUCTION

Trois projets ont accéléré leur mise en œuvre et procédé à la clôture des projets au cours du troisième trimestre de 2009. Il s'agit des projets (i) *Appui à la mise en place de cadres de dialogue et de concertation entre les partenaires nationaux*, (ii) *Participation des jeunes à la cohésion sociale au niveau communautaire*, et (iii) *Promotion du rôle des petites et micro entreprises et des microprojets dans la consolidation de la paix*.

Les activités de la dernière phase du *projet Cadres de dialogue* ont permis de porter un regard critique et d'enrichir les engagements des uns et des autres. Les sessions organisées ont permis le rapprochement des différentes couches sociales à travers l'élaboration d'une vision partagée d'un Burundi gouverné par le dialogue. Plus de 200 participants provenant des 17 provinces du pays ont ainsi réussi à élaborer un engagement commun qui vise à renforcer le dialogue entre la société civile et l'administration, la coopération entre les OSCs et à élaborer un code de conduite de la société civile en période électorale. Un rapport final d'évaluation élaboré par le Mécanisme National de Suivi et Evaluation constate un impact important du projet sur le contexte politique et va présenter ses recommandations aux différents acteurs sociopolitiques burundais. Le rapport sera présenté lors du Forum National de Clôture officiel qui sera conduit par le Ministère de la Bonne Gouvernance et la Section Paix et Gouvernance du BINUB. La session de restitution pour les officiels du gouvernement a permis une appropriation des engagements et recommandations issus des différents cadres. La réflexion sur le rôle du Gouvernement dans l'accompagnement des acquis du processus de dialogue a été au centre des débats. Tous les participants étaient d'accord que la pérennisation du processus devrait se faire par la prise en compte des différents engagements et recommandations dans les outils de planification du Gouvernement. La réflexion sur le rôle du Gouvernement dans l'accompagnement des acquis du dialogue sera finalisée lors du Forum National de Clôture.

Le *projet Jeunes* a réalisé ses activités dans 5 provinces fortement touchées par la crise (Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Cankuzo, Kayanza, Makamba) et une province choisie pour avoir sauvegardé la paix durant toute la période de la crise (Mwaro). Les activités de clôture prévoient le rapprochement des jeunes de tout le pays à travers le sport, l'art et la culture. Ces activités ont renforcé le cadre de rapprochement, de cohésion sociale et de tolérance entre les jeunes. Elles ont également permis de diffuser les messages sur le rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix. Ces messages seront pérennisés à travers la reproduction des meilleures œuvres sur les murs publics des chefs lieux des provinces d'intervention, l'enregistrement et la diffusion des chansons. Deux ateliers organisés pour plus de 400 participants venus des six provinces d'intervention pour échanger sur les stratégies et actions de pérennisation des acquis du projet ont permis de dégager les recommandations pour la pérennisation des acquis du projet, notamment (i) l'entretien et la protection de l'environnement et des infrastructures réhabilités, (ii) le renforcement des capacités des jeunes en matière d'organisation, de leadership, de gestion et de suivi/évaluation, (iii) le renforcement et le recyclage du fonds de micro-crédits. Ces ateliers ont permis aux participants de comprendre le rôle que pourra jouer chacun pour garantir la pérennisation des résultats du projet.

Au cours de la période, le *projet Petites et Micro entreprises* a appuyé la participation des artisans bénéficiaires dans une foire artisanale sous régionale organisée à Bujumbura. Ce qui leur a permis d'avoir de nouvelles ambitions et perspectives pour la promotion de leur micro entreprises. Dans le cadre de la pérennisation des acquis du projet, une série d'actions a été menée notamment (i) l'appui à l'élaboration de la Convention de partenariat entre le Ministère de tutelle et le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture pour la mise en place d'un centre artisanal et commercial, (ii) préparation des plans de construction et identification du partenaire d'exécution pour la construction de boutiques et de la réhabilitation de l'espace autour du Musée vivant, (iii) la mise à disposition d'un fonds de 100.000US\$ pour la mise en œuvre de ce chantier, (iv) les deux ministères ont déjà voté des budgets pour le fonctionnement de cet espace.

Huit projets ont accéléré la mise en œuvre de façon à clôturer les activités à la fin du quatrième trimestre de 2009 :

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

Dans le domaine de la gouvernance, le *projet Anti corruption* s'est attelé à la préparation de 34 ateliers d'information et de sensibilisation au cadre légal et aux mécanismes institutionnels de lutte contre la corruption et les malversations économiques diverses dans toutes les provinces du pays. Il s'est aussi attaché au renforcement des capacités du Forum des organisations de la société civile coalisées contre la corruption, récemment créé. Le *projet Services publics locaux* a permis de renforcer les capacités des fonctionnaires communaux de l'état civil, des contrôleurs provinciaux ainsi que des Elus locaux. Le projet a permis de clarifier les rôles et responsabilités des différents acteurs de la décentralisation à travers 62 ateliers communaux. Quatorze bureaux communaux ont été réceptionnés tandis que les cinq derniers seront réceptionnés au cours du quatrième trimestre.

Dans le domaine des réformes du secteur de sécurité, le *projet Casernement* a accéléré la réhabilitation des dernières casernes. Le casernement de 1200 hommes de troupe supplémentaires a facilité le contrôle efficace de la circulation des armes et munitions. Les acquis du *projet Moralisation* ont permis une responsabilisation accrue des membres de la FDN. Avec l'appui du *projet SNR*, les capacités de 50 Officiers de renseignement et de 48 Administrateurs ont été renforcées dans les domaines juridique, administratif et professionnel. Tout le personnel du SNR a accédé aux informations sur la déontologie du personnel. Les appuis du *projet Police* ont permis de renouveler la tenue de la Police de roulage et du personnel des bureaux (16.000 personnes au total) qui contribue déjà à l'amélioration de l'image de la PNB. Les véhicules équipés d'un système de transmission radio permettent une amélioration des communications et la rapidité des interventions. La fin de la phase d'acquisition des équipements et d'organisation des formations ouvre la voie au déploiement de ces équipements ainsi qu'à une campagne de sensibilisation. Le *projet Désarmement* a facilité la remise des armes en fournissant les outils de reconversion économique. La loi portant régime des armes légères et de petits calibres, promulguée par le Président de la République le 28 août 2009, a accéléré la préparation des modalités techniques et des moyens pour le lancement de la campagne nationale de désarmement au mois d'octobre avant l'échéance du délai d'amnistie (2mois) pour la remise des armes détenues par la population. Par ailleurs l'appui à la commission nationale de désarmement s'est aussi traduite par l'assistance dans l'élaboration et la rédaction des textes légaux prévus par la loi.

Le *projet CINDH* a continué les activités de lobbying pour l'adoption d'une loi conforme aux normes internationales de fonctionnement des institutions nationales de droits de l'homme.

Seuls deux projets seront toujours opérationnels en 2010 :

Le *projet Justice de transition* dont la clôture est prévue pour le 31 mars 2010 a permis d'organiser des consultations sur la mise en place des mécanismes de justice de transition dans 9 provinces sur les 17 que compte le pays avec 1,990 participants et un taux de participation de 85.7%.

Le *projet d'Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke*, le dernier à être approuvé, a assuré la mise en place de l'Unité de gestion et des outils de travail. Tirant profit des leçons apprises par les autres projets, 3 séances de travail et un atelier de réflexion ont été organisés à l'intention du ministère de tutelle, des ministères concernés d'une façon ou d'une autre, des administratifs locaux pour l'appropriation des objectifs et pour s'assurer dès le départ que la pérennisation des acquis du projet est une réalité et une priorité pour les bénéficiaires.

• Contraintes majeures

- Le temps de mise en œuvre d'une année s'est révélé insuffisant pour tous les projets qui ont procédé à une demande de prolongation du délai de mise en œuvre. Ainsi, les projets *Cadres de dialogue, Jeunes, Petites & micro entreprises* ont procédé à leur clôture avec des activités inachevées. Les projets *Anti corruption, Police, CNIDH, Casernement et Moralisation* demandent une extension de délais pour conduire les dernières activités dans de bonnes conditions.

• Recommandations :

- Appropriation par le Gouvernement des stratégies de consolidation des acquis des projets.
- Les Agences de mise en œuvre s'assurent que les activités inachevées à la clôture des projets (*Cadres de dialogue, Jeunes, Petites & micro entreprises*) sont bien conduites et que les moyens sont disponibles.

• Prochaines étapes

- Evaluation externe des projets ;
- Dernière phase des activités et clôture des projets *Anti-corruption, Services Publics locaux, Désarmement, Service National de Renseignement, Police, CINDH et Moralisation* ;
- Accélération de la mise en œuvre des projets *Justice de transition et Populations affectées par les crises* ;
- Appropriation par le Gouvernement des stratégies de consolidation des acquis des projets ;
- Organisation du transfert des documents et des équipements des projets clôturés;

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

2. TABLEAU SYNTHETIQUE DE L'ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS

Le tableau ci-après résume les principales réalisations des projets pour la période allant de juillet à septembre 2009. Il est suivi de fiches de projets qui reviennent sur les principales réalisations des projets tout en rappelant les objectifs et les résultats attendus :

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

3. TABLEAU SYNTHETIQUE DE L'ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS

3.1 Projets clôturés au cours du trimestre

Projet PBF/BDI/A-2 : Appui à la mise en place de cadres de dialogue et de concertation entre les partenaires nationaux	
<p>Les principales réalisations</p> <p>La phase finale du projet qui a débuté en juin 2009 a permis aux participants de faire une appréciation des produits du dialogue sur le processus national de consolidation de la paix et de porter un regard critique sur les différents engagements pris. De juillet à septembre, les activités suivantes ont pu être organisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 fora régionaux pour les régions Nord, Ouest et Bujumbura Mairie ; - 1 session de restitution pour la société civile ; - 2 ateliers de formation <i>ad hoc</i> pour les leaders des partis politiques ; - Une retraite du Mécanisme National de Suivi et Evaluation ; - 1 session de restitution pour le gouvernement. <p>En parallèle aux activités opérationnelles, l'unité de gestion s'est concentrée sur la clôture financière et administrative du projet.</p> <p><u>Taux d'exécution budgétaire cumulé : 91%</u></p> <p><u>Clôture du projet :</u></p> <p>La clôture repose sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fermeture de l'Unité de Gestion • La tenue du forum national de clôture. 	<p>Appréciation qualitative</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les activités de cette dernière phase du projet ont essentiellement visé à permettre aux participants de s'approprier les résultats du dialogue et d'élaborer ensemble une vision d'un Burundi gouverné par le dialogue. • Les fora régionaux ont réuni des représentants des cadres de la société civile, des médias, du Parlement, des partis politiques et du gouvernement. Ils ont ainsi eu la possibilité d'échanger sur les différents produits des cadres de dialogue, de porter un regard critique et d'enrichir les engagements des uns et des autres. Ces sessions ont également permis le rapprochement des différentes couches sociales à travers l'élaboration d'une vision partagée d'un Burundi gouverné par le dialogue. • A cause de l'hétérogénéité et la fragmentation de la société civile, il a été décidé d'organiser une session de restitution à l'intention de ses représentants provenant de toutes les provinces du pays. L'objectif était de faire une analyse MOFF (Menaces, Opportunités, Forces et Faiblesses) du secteur de la société civile au Burundi afin de permettre aux participants de donner une perspective nationale aux différentes recommandations émises lors des sessions de dialogue qui se sont déroulées dans les provinces. Plus de 200 participants provenant des 17 provinces du pays ont ainsi réussi à élaborer un engagement commun qui vise à renforcer le dialogue entre la société civile et l'administration, la coopération entre les OSCs et l'élaboration d'un code de conduite de la société civile en période électorale. • La retraite du Mécanisme National de Suivi et Evaluation a été consacrée à la rédaction du rapport final d'évaluation. Le Mécanisme qui est composé de hautes personnalités représentant les différents acteurs et tendances sociopolitiques au Burundi, a constaté un impact important du projet sur le contexte politique et va présenter ses recommandations aux différents acteurs sociopolitiques. Le rapport sera présenté lors du Forum National de Clôture. <p><u>Pérennisation des acquis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La session de restitution pour les officiels du gouvernement a permis une appropriation des engagements et recommandations issus des différents cadres. La réflexion sur le rôle du gouvernement dans l'accompagnement des acquis du processus de dialogue a été au centre des débats. Tous les participants étaient d'accord que la pérennisation du processus devrait se faire par la prise en compte des différents engagements et recommandations dans les outils de planification du Gouvernement. La réflexion sur le rôle du gouvernement dans l'accompagnement des acquis du dialogue sera finalisée lors du Forum National de Clôture.

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

	<p><u>Contraintes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Forum National de Clôture marquera la fin du projet et donnera l'occasion à tous les acteurs sociopolitiques de sceller leur engagement pour un Burundi gouverné par le dialogue. La date du forum sera fixée par le gouvernement en fonction de la disponibilité de son Excellence le Président de la République qui est invité à clôturer les travaux. Il est alors possible que le Forum se tienne après la date de clôture du projet. Néanmoins l'unité de gestion du projet sera fermée au 30 septembre 2009, le Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et la section Paix et Gouvernance du BINUB se chargeront de l'organisation du Forum et de la clôture du projet. • Le plan de décaissement final a été présenté au CTS le 16 septembre 2009. Il a été recommandé que le reliquat estimé à 150.000 USD ainsi que les équipements soient affectés en priorité à des activités immédiates d'appui aux engagements pris par les différents acteurs sociopolitiques.
<p>Projet PBF/BDI/A-4 : Participation des jeunes à la cohésion sociale au niveau communautaire</p>	
<p><u>Principales réalisations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapprochement des jeunes à travers les activités de socialisation de sports et de chansons. Des tournois triangulaires ont été organisés à Gitega et à Ngozi (plus de 120 jeunes et 6 matches livrés) et des finales à Bujumbura. Plus de 400 jeunes sportifs et artistes, d'ethnies et de catégories socio- politiques différentes, venus de toutes les provinces du pays ont participé à ces finales et ont bénéficié du soutien d'une foule nombreuse. • Développement de la créativité et expression du rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix à travers les chansons et la peinture. • 310 jeunes déscolarisés et non scolarisés ont terminé leur renforcement des capacités en métiers professionnels • Une évaluation participative de l'impact du projet est en cours de réalisation par l'ONG HealthNet TPO. • Organisation de 2 ateliers d'échanges sur les stratégies et actions de pérennisation des acquis du projet.; • L'inventaire du matériel et équipement du projet a été fait et les démarches pour le transfert sont en cours ; • La préparation des documents d'audit externe du projet. • La préparation du rapport final narratif et financier du projet. <p><u>Taux d'exécution budgétaire cumulé : 89.45 %</u></p> <p><u>Priorités pour les 3 prochains mois</u></p> <p>Projet clôturé le 31 juillet 2009</p>	<p><u>Appréciation qualitative</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Au delà des 6 provinces couvertes par le projet, les activités artistiques, culturelles et sportives sous le thème de la consolidation de la paix ont rassemblé les jeunes de tout le pays, • Ces activités sportives ont contribué à renforcer l'esprit de tolérance, le respect de l'autre. Les jeux traditionnels ont rassemblé les filles qui n'ont pas souvent des occasions de participer au sport de masse ; • Messages pérennisés par la reproduction des meilleures œuvres sur les murs publics des chefs lieux des provinces et l'enregistrement et la diffusion des chansons. <p><u>Contraintes</u></p> <p>Le projet clôture alors qu'il ya des activités inachevées (évaluation participative de l'impact du projet en cours, préparation de l'audit, clôture financière du projet). L'UNFPA en collaboration avec le Ministère de la Jeunesse, Sports et Culture veillera à la finalisation de ces activités.</p>

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

Projet PBF/BDI/A-6 : Promotion du rôle des petites et micro entreprises et des microprojets dans la consolidation de la paix

Principales réalisations

- Lancement du processus de traduction et impression de l'étude de cas sur les meilleures pratiques entrepreneuriales ayant favorisé la consolidation de la paix et de l'étude de marché.
- Appui à l'élaboration de la Convention de partenariat entre le Ministère de tutelle et le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture pour la mise en place d'un centre artisanal et commercial, avec les cadres des deux Ministères.
- Appui technique au Ministère de tutelle pour la préparation de la stratégie de pérennisation des acquis du projet.
- Appui technique aux organisateurs du secteur privé pour préparation d'une foire artisanale et commerciale sous-régionale « Buja en fête ».
- Préparation des plans de construction et d'identification du partenaire d'exécution pour la construction de boutiques et de la réhabilitation de l'espace autour du Musée Vivant.
- Préparation d'un plan d'évaluation du projet par les bénéficiaires.
- Préparation du dossier d'audit et du rapport final du projet ainsi que les recommandations pour la pérennisation des acquis.
- Clôture officielle du projet le 31 juillet 2009 et dernière réunion du Comité technique de suivi le 29 juillet 2009.

Taux d'exécution budgétaire cumulé : 65.00 %

Priorités pour les 3 prochains mois

Projet clôturé le 31 juillet 2009. Les activités relatives l'aménagement du Centre artisanal seront réalisées par le Ministère du Commerce et le Ministère de la

Appréciation qualitative

- La dernière version de l'étude de cas a été signée par la Ministre du Commerce en juillet 2009 ce qui a retardé les traductions et impressions des documents. Le processus est lancé et l'activité engagée par le projet. Les partenaires d'exécution de l'activité rendront les produits finis avant le 31 octobre 2009.
- La participation à la foire artisanale sous régionale a permis une ouverture et de nouvelles perspectives pour les artisans qui y ont participé.
- L'engagement du gouvernement à pérenniser les acquis du projet est traduit par la signature de partenariat entre le Ministère du Commerce et le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture signé le 11 août 2009 pour la cogestion du Centre Artisanal ainsi que par la prise en compte des besoins de fonctionnement de ce centre dans le budget national 2010 en préparation.

Contraintes majeures :

- La clôture opérationnelle du projet intervient alors qu'il y a des activités non achevées notamment l'aménagement du Centre Artisanal au sein du Musée Vivant de Bujumbura. Cette activité sera prise en charge par les deux ministères ci-haut cités avec l'appui du PNUD/BINUB.

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

3.2 Projets qui clôturent les activités au cours du 4^{ème} trimestre

Projet PBF/BDI/A-1 : Appui au renforcement des mécanismes de Lutte contre la corruption et les malversations diverses à travers tout le pays

Principales réalisations

- Quatre nouveaux commissariats régionaux de la Brigade spéciale anti corruption ont été mis en place et équipés en mobilier jusqu'en août 2009, ce qui porte à huit les Commissariats régionaux déjà opérationnels, sur les 9 que le gouvernement s'était engagé à créer;
- Les capacités des personnels de la Cour et de la Brigade anti-corruption ont été renforcées avec la première phase de la formation en anglais pour leur permettre de mieux dans le contexte de l'East African Community, dont la majorité des pays membres est de culture anglaise ;
- Les préparatifs pour mener à bien les 34 ateliers de sensibilisation et d'information sur le cadre légal et les mécanismes de lutte contre la corruption au Burundi sont achevés ;
- La sensibilisation de la population sur leurs responsabilités quant à la prévention et à la lutte contre la corruption a été menée à travers une large campagne de communication dans les communes et chefs lieux des provinces de Kayanza, Ngozi, Muyinga, Makamba, Bururi, Muramvya, Bujumbura rural, Bujumbura Mairie et Gitega, en date du 26 juin au 30 juillet 09 ;
- Les capacités des membres des OSC anti corruption ont été renforcées en informatique, ce qui leur permettra de mener des recherches et d'améliorer la qualité du travail de bureau.
- Le code d'éthique, le plan d'action, le règlement d'ordre intérieur ainsi que le manuel de procédures ont été élaborés par le Forum des OSC anti corruption, promotrices de la bonne gouvernance économique, regroupées au sein du Forum TSIMBATAZINTWARIBEREYE.

Taux d'exécution budgétaire : 80,95%

Les priorités pour les trois prochains mois :

- Tenue effective des 34 ateliers (deux par provinces) d'information et de sensibilisation pour les administrateurs communaux, les membres des OSC au niveau communal et les populations à la base. Toutes couches socioprofessionnelles confondues ;
- Campagnes médiatiques d'accompagnement des ateliers ;
- Deuxième phase de la formation en langue anglaise au bénéfice du personnel de la Cour et la Brigade spéciale anti-corruption ;
- Organisation d'une formation en lobbying et plaidoyer efficace des membres du Forum des OSC pour les rendre plus proactifs et systématiques dans leurs actions de lutte

Appréciation qualitative :

- Le renforcement des capacités des institutions publiques de lutte contre la corruption a permis à celles-ci d'enregistrer des progrès indiscutables dans le traitement de dossiers de lutte contre la corruption ;
- Les Commissariats régionaux de la Brigade Anti corruption effectuent un travail régulier avec des résultats consistants dans l'instruction des litiges liés à la corruption et aux malversations diverses ;
- Avec l'appui du projet, le cadre d'échange des OSC anti corruption et le Forum des OSC pour la consolidation de la bonne gouvernance au Burundi (Forum TSIMBATAZINTWARIBEREYE) devient de plus en plus opérationnel.

Contraintes :

- Il ne reste à équiper en mobilier de bureau que le dernier, Commissariat régional Mwaro, si le gouvernement arrive à l'implanter au cours du dernier trimestre d'activité du projet ;
- Une partie des commandes internationales de matériel de bureau et de véhicule pour Olucome et les brigades non honorée à la clôture du projet. Il est recommandé d'acheter localement ces équipements dans la mesure du possible.

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

<p>contre la corruption ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation de 3 ateliers de formation en droit fiscal, droit bancaire et législation douanière au bénéfice des personnels de la Cour et de la brigade spéciale anti corruption ; • Appui au lancement officiel du Forum des OSC anti corruption. 	
<p>Projet PBF/BDI/A-7 : projet Appui à l'amélioration de la qualité des services publics locaux</p>	
<p><u>Principales réalisations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les rôles et responsabilités de 2.919 acteurs de la décentralisation ont été mieux compris à travers 62 ateliers d'échange et d'information ; • Les différents acteurs ont été informés sur les opportunités offertes par la décentralisation et la gouvernance locale ; • L'association des élus locaux (ABELO) a été appuyée au niveau organisationnel et matériel pour la rendre plus opérationnelle ; • Les prestations des services d'état civil rendus aux citoyens ont été améliorées à travers la formation de 294 agents en technique d'archivage et en gestion des données de l'état civil ; • Une étude sur l'environnement et le cadre légal de l'état civil burundais a été réalisée et appréciée par la partie gouvernementale. Les propositions et recommandations formulées sont utiles pour une actualisation nécessaire du cadre légal de l'état civil burundais ; • Quatorze bureaux tenant compte des besoins exprimés par les bénéficiaires dont les administrateurs communaux ont été réceptionnés. <p><u>Taux d'exécution budgétaire : 65, 70 %</u></p> <p><u>Priorités pour les 3 prochains mois :</u></p> <p><u>Clarification des rôles et responsabilités :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 69 ateliers communaux de clarification des rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation seront réalisés ; • Des supports médiatiques seront produits pour mieux sensibiliser tous les acteurs de la décentralisation ; • Une formation des professionnels des médias est programmée pour octobre 2009 ; • Un réseau des élues locales sera mise en place avec l'appui du projet pour une prise en compte systématique du genre dans la prise de décisions et la gestion des affaires publiques locales. <p><u>Etat civil :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les capacités de 850 officiers et leurs suppléants ainsi que les agents seront renforcées en gestion des données d'état civil ; • Les documents de guide d'état civil seront produits et distribués ; 	<p><u>Appréciation qualitative</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La bonne compréhension des rôles et responsabilité a permis un climat de détente et de compréhension mutuelle au sein de certains Conseils Communaux où régnaient antérieurement des actes de déstabilisation des ces organes ; • Les prestations d'état civil ont été déjà améliorées dans certaines communes suite aux formations en technique d'archivage ; • Le développement des synergies avec les autres intervenants en matière de décentralisation tels que les projets de la Banque Mondiale (PRADECS, PTPCE) et de l'Union européenne (Programme Gutwara Neza) a permis de faire des échanges d'expérience et d'éviter des chevauchements. <p><u>Principales contraintes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les délais prévisionnels pour la mission des Bureaux de surveillance sont arrivés à terme. Une prolongation du contrat pour 2 mois s'avère nécessaire ; • Dans certains bureaux communaux, des améliorations ont été demandées par les bénéficiaires nécessitant des avenants aux contrats. Etant données que ces demandes sont fondées, le PNUD pourrait analyser leur faisabilité ;

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

<ul style="list-style-type: none"> • Deux études seront réalisées sur (i) la redynamisation et réorganisation des services d'état civil et (ii) la faisabilité d'un système d'archivage numérique des données d'état civil. <p>Bureaux communaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 derniers bureaux seront réceptionnés ; • Les équipements mobiliers des bureaux communaux déjà commandés leur seront remis ; • Des journées communales Portes ouvertes seront organisées dans 20 communes pour rendre visibles les améliorations apportées aux services de l'état civil, inciter les agents communaux à atteindre les performances souhaitées et convaincre les bénéficiaires que les conditions pour améliorer les prestations communales sont créées. 	
<p>PBF/BDI/B-1 : Lancement des activités de désarmement de la population et de lutte contre la prolifération des armes légères.</p>	
<p><u>Les principales réalisations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Validation de l'ébauche d'un « <i>Plan d'Action National (2009-2013) pour le contrôle, la gestion des armes légères et de petit calibre et le désarmement de la population civile</i> » ; • Promulgation de la loi No 1/14 <i>Portant régime sur les ALPC</i> ; • Assistance dans l'élaboration et la rédaction d'ébauches des différents outils normatifs de la loi sur les ALPC ; • Atelier de rédaction des ordonnances sur les ALPC ; • Achat d'outils de reconversion pour utilisation dans le désarmement civil: programme "armes pour outils". Cette sensibilisation a touché environ 800.000 personnes ; 138 armes, des explosives et munitions ont été collectées contre 5,050 points de compensations produites. Cette action a permis la diminution de la circulation d'armes parmi la population et la baisse de violences armées : 213 au 3^{ème} trimestre contre 239 et 422 respectivement au 2^{ème} et premier trimestre. • Adoption d'un protocole de communication pour le désarmement civil ; • Développement d'un projet de désarmement civil "porte-à-porte" ; • Définition des modalités techniques et des moyens nécessaires au programme de désarmement civil ; adoption d'un <i>Protocole de communication</i> ; • Poursuite du monitoring de la violence armée au Burundi & dissémination des données basées sur le genre et l'âge ; • Formation en informatique de base pour 10 cadres de la PNB en charge de la gestion de l'armement dans le cadre de la maîtrise de la gestion des stocks (enregistrement-suivi) du Gouvernement (Protocole de Nairobi) ; • Elaboration des termes de référence pour la mise en place du réseau local de la PNB et du système pilote de la région militaire de Muyinga ; • Interconnexion des réseaux informatiques pour l'état major logistique et la brigade 	<p><u>Appréciation qualitative</u></p> <p>La sensibilisation de la population civile a continué pendant ce trimestre pour qu'elle se sente à l'aise pour remettre les armes en sa possession. <i>L'évaluation qualitative des effets du projet sur la population civile en matière de désarmement sera un prélude au programme de sécurisation communautaire prévu pour pérenniser les acquis du projet.</i></p> <p><u>Contraintes</u></p> <p>Incertitude sur la date de promulgation de la loi sur les ALPC qui a contraint au développement de deux plans-calendriers distincts relatifs à la campagne de désarmement civil</p>

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

<p>logistique de la FDN pour l'enregistrement et le suivi des ALPC.</p> <p><u>Taux d'exécution budgétaire : 75.00%</u></p> <p><u>Priorités pour le dernier mois d'octobre</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Préparation des différents outils de communication relatifs au désarmement civil (dépliants d'information sur le programme 'porte à porte'; 'armes pour outils'; les mesures de sureté; la nouvelle loi) • Adoption d'un manuel d'opérations et tableau de bord pour le désarmement civil; • Adoption des modalités de remises d'armes et restitution des outils (PNUD/CDCPA) • Poursuite du monitoring de la violence armée • Clôture du projet • Evaluation qualitative des effets du projet sur la population civile en matière de désarmement en préparation d'un programme de sécurisation communautaire appuyé par le PNUD 	
<p>Projet PBF/BDI/B-2 : Casernement des Forces nationales de Défense (FDN) pour atténuer l'impact de leur présence au sein des populations.</p>	
<p><u>Les principales réalisations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des travaux de réhabilitation dans les trois casernes ; - Réception définitive de 7 casernes ; - Recrutement de trois ingénieurs hydrauliciens ; - Elaboration cahier des charges/appel d'offres pour les travaux additionnels ; - Finalisation des avenants sollicités par certaines entreprises. <p><u>Taux d'exécution budgétaire : 79.00%</u></p> <p><u>Priorités pour les trois mois prochains</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Réception de toutes les casernes réhabilitées ; - Réalisation des travaux additionnels - Adduction /forage d'eau dans trois casernes ; - Réalisation des travaux concernés par les avenants ; - Clôture du projet, évaluation des effets du projet et préparation du rapport final. 	<p><u>Appréciation qualitative</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Casernement de 1.200 hommes de troupes au cours du trimestre (soit un cumul de 94.80%) dans des casernes rénovées pour diminuer la présence des troupes parmi la population et réduction des violences ; <ul style="list-style-type: none"> • Fermeture de multiples positions militaires ; • Renforcement des structures de commandement et de contrôle ; • Réduction sensible des actes de violation des droits de la personne humaine (actes de banditisme, vols, viols, corvées,...) envers la population civile ; • Contrôle efficace de la circulation des armes et munitions. <p>Programme de moralisation/responsabilisation plus accrue demembres de la FDN.</p> <p><u>Contraintes</u></p> <p>Deux entreprises moins performantes attributaires des marchés de réhabilitation des casernes Mwaro/Gitega et Ngozi ne réalisent pas les travaux dans les délais contractuels ;</p> <p>Les travaux additionnels et l'adduction d'eau dans certaines casernes nécessiteront des délais supplémentaires</p>

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

Projet PBF/BDI/B-3 : Appui pour un Service National de Renseignement respectueux de l'Etat de droit.

<p><u>Les principales réalisations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation de 50 officiers de renseignement et 48 administrateurs du SNR afin d'approfondir leurs connaissances juridiques, administratives et professionnelles. - Formation de 144 inspecteurs et agents de renseignement (sur un total de 264 cadres et agents du SNR) en cours. Les modules ont été traduits en Kirundi afin d'améliorer la compréhension des participants. - Mille livrets du code de déontologie du personnel du SNR ont été produits pour être distribués à tout membre du personnel. Chaque membre est appelé à faire sien ce code de déontologie, assumer avec sérieux et responsabilité son rôle et ses missions afin de travailler dans le strict respect de l'Etat de droit. <p><u>Taux d'exécution budgétaire cumulé : 83.00%</u></p> <p><u>Priorité pour les trois prochains mois</u></p> <p>Conduite de la session III de formation pour les Inspecteurs et les agents de renseignement. .</p>	<p><u>Appréciation qualitative</u></p> <p>-La formation juridique et professionnelle qui a été dispensée au personnel du SNR a renforcé les capacités professionnelles et techniques. Ainsi, les administrateurs et officiers de renseignement accomplissent leur travail dans le strict respect de l'Etat de droit et des droits de la personne humaine.</p> <p>-Le personnel du SNR a apprécié la distribution des livrets de code de déontologie qui étaient accompagnés d'une copie du code pénal nouvellement amendés.</p> <p><u>Contraintes</u></p> <p>-Les travaux de réhabilitation des locaux de formation ont pris plus de temps que prévu (4 mois).</p> <p>-Les contraintes de services du personnel SNR au niveau des provinces n'ont pas permis de bénéficier de la présence de tous les participants aux formations dans la période prédéfinie. Cela a entraîné une réadaptation du cycle de formation en trois phases de 4/6 semaines chacune.</p> <p>- 94% des participants ont estimé que la formation était bonne à tous points de vue mais ont toutefois, déploré sa durée trop courte par rapport au volume et à l'importance des modules dispensés.</p>
---	--

PBF/BDI/B-4 : Appui pour une Police Nationale du Burundi de proximité opérationnelle

<p><u>Les principales réalisations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Après constatation de la dégradation de 32,000 tenues MROP au niveau des couleurs, le fournisseur CSV International s'est engagé à les remplacer et a déjà réalisé de nouveaux contre-types de la tenue MROP dont deux échantillons ont été reçus fin août. - - Une nouvelle commande d'uniformes est en préparation pour tenir compte des résultats du dernier recensement des policiers et de la récente intégration des éléments issus des 	<p><u>Appréciation qualitative</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La plupart des équipements prévus sur les trois volets du projet ont été acquis. La formation des utilisateurs est terminée. • Le projet se trouve dans la dernière phase qui correspond au déploiement des équipements et des bases de données, ainsi qu'à la campagne de sensibilisation. • Le déploiement desdits équipements couplé avec la campagne de sensibilisation sur le numéro vert et la déontologie permettra de réaliser les préalables qui induiront l'atteinte des résultats du projet à savoir : le renforcement de la discipline, la restauration de l'image et de la crédibilité aux yeux de la population, la maîtrise de la
---	--

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

<p>FNL. Un consultant spécialisé dans les questions d'ordre textile a été recruté pour les spécifications techniques du tissu. Ces spécifications seront intégrées dans le dossier d'appel d'offres à publier aussitôt.</p> <ul style="list-style-type: none">- Les émissions pilotes de la PNB, radiodiffusées une fois par semaine, se prolongeront jusqu'en décembre 2009.- La première version du livret de poche de la PNB sur la déontologie est disponible.- Formation de 6 techniciens de maintenance et 20 opérateurs d'exploitation radio par la Société Electronic Sells and Repairs.- Recrutement de deux candidats (l'un pour la conception et la production des spots publicitaires, l'autre pour les affiches publicitaires) pour la campagne de sensibilisation de la population sur le numéro d'appel téléphonique gratuit.- 25 postes radio fixes HF vont être installés. Le fournisseur est en train de déployer le matériel et d'installer les pylônes sur les sites identifiés. Le CISNU finalise avec l'ONATEL les modalités pour l'installation des stations relais. Le dossier de demande d'achat des postes radio, accessoires et module de cryptophonie a été transmis à ACP New York pour approbation. <p>Développement du logiciel de la gestion du fichier du casier judiciaire et de la criminalité, formation de 120 utilisateurs du réseau et formation de 2 administrateurs de la base de données. L'expert en évaluation du câblage a remis son rapport et la réquisition pour l'installation du réseau informatique a été déposée au CISNU. La coopération française a accepté de fournir un spécialiste en épuration du fichier du casier judiciaire. Sélection du fournisseur pour l'acquisition du logiciel de gestion du personnel en cours. Site WEB de la PNB en cours de création.</p> <p>Taux d'exécution budgétaire : 65.00%</p> <p>Priorités pour les 3 prochains mois</p> <ul style="list-style-type: none">- production et diffusion du livret de poche de la PNB sur la déontologie ;- remplacement des 32000 tenues MROP défectueuses sous la responsabilité du fournisseur CSV International ;- commande et acquisition des compléments d'uniformes (inclus nouvelle commande de 16,000 tenues MROP) ;- production de la fiche individuelle d'habillement ;	<p>couverture sécuritaire du pays et la modernisation de la gestion du personnel.</p> <p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none">• Le lot des 32000 tenues MROP livrées par LA Société CSV comporte un vice de fabrication et doit être remplacé par le fournisseur.• Difficulté pour le recrutement d'experts qui doivent réaliser les travaux complémentaires au projet.• Une extension allant jusqu'au 31/12/2009 a été accordée au projet.
--	---

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

<ul style="list-style-type: none"> - commande et réception de la livraison des équipements conventionnels pour le contrôle routier - installation des stations relai et des radios fixes HF ; - production et diffusion des spots radio et TV sur le numéro vert ; - production et affichage des panneaux publicitaires sur le numéro vert ; - mise à niveau électrique des locaux devant abriter les équipements des réseaux informatiques et des transmissions radio à travers tout le pays ; - installation des centres d'opérations; - transfert et déploiement des équipements ; - épuration du fichier du casier judiciaire ; - mise à niveau électrique des locaux qui vont abriter les équipements ; - développement des bases de données ; - installation du réseau informatique ; - acquisition et installation des logiciels ; - création du site Web de la PNB ; - contrôle de qualité des réseaux informatiques et de transmission radio ; - clôture du projet, évaluation des effets du projet et préparation du rapport final. 	
<p>PBF/BDI/B-5 : Promotion de la discipline et amélioration des relations entre la Force de Défense et la population a travers la moralisation du corps.</p>	
<p><u>Les principales réalisations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de la formation de masse ; - Distribution du Code Pénal Militaire à chaque officier ; <p>Vulgarisation du Règlement sur le Droit International Humanitaire et le Code de Conduite (distribution de 1992 exemplaires en français et 24000 en kirundi) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation des activités de rapprochement (sport de masse, travaux de restauration de l'environnement) entre la FDN, la population et l'Administration. <p><u>Taux d'exécution budgétaire : 72.00%</u></p> <p><u>Priorités pour les trois prochains mois</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des formations à grande échelle sur la neutralité politique des membres de la FDN ; - Formations sur les juridictions militaires ; - Multiplication des divers outils de formation (règlements) ; 	<p><u>Appréciation qualitative</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Par cette série de formations, le comportement des membres de la FDN s'est nettement amélioré et la dimension genre a été institutionnalisée à tous les échelons - Ces documents et les équipements pédagogiques complètent l'arsenal documentaire de la FDN ; - Les activités de rapprochement ont amélioré les relations sociales et professionnelles notamment la trilogie : administration, population et forces de l'ordre. <p><u>Contraintes</u></p> <p>Compte tenu des délais de mise en œuvre de ce projet,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la formation de masse ne pourra pas atteindre tout le monde notamment les éléments issus du mouvement FNL et les troupes en

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

<p>- Clôture du projet.</p>	<p>retour de la mission de paix en Somalie à la date prévue pour la clôture du projet ;</p> <p>- les formations sur la neutralité politique connaîtront des délais trop courts ;</p>
<p>Projet PBF/BDI 1 : Appui à la mise en place d'une Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme et au lancement de ses activités</p>	
<p><u>La principale réalisation</u></p> <p>Poursuite des activités de lobbying auprès du Gouvernement pour l'adoption d'une loi conforme aux normes internationales de fonctionnement des Institutions Nationales des Droits de l'Homme.</p> <p><u>Taux d'exécution budgétaire : 74,34%</u></p> <p><u>Priorités pour les trois prochains mois</u></p> <p>Une fois que le projet de loi est soumis au Parlement, les priorités pour les prochains mois seront focalisées sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La poursuite du plaidoyer pour l'adoption de la loi par le Parlement conformément aux normes internationales ; • La sensibilisation des corps d'origine sur le choix des futurs Commissaires ; • L'installation, équipement de la Commission et formation de ses membres ; • L'appui à l'élaboration du plan d'action de la Commission ; • L'accompagnement de la Commission dans la mise en œuvre de son plan d'action. 	<p><u>Appréciation qualitative</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement a reconnu la non-conformité du projet de loi adopté par le Conseil des Ministres en novembre 2008. A cet effet, une commission interministérielle de relecture du Projet de loi a terminé de revoir le projet conformément aux principes de Paris. • Le Comité Technique de Suivi du projet CNIDH a également confirmé que le Gouvernement a manifesté une volonté de ré-analyser le Projet de loi conformément aux principes de Paris ; • , Une demande de prolongation du délai d'exécution des activités dudit projet a été soumise au Comité de Pilotage Conjoint.; <p><u>Contraintes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La contrainte majeure reste le respect du chronogramme. • Les risques majeurs sont actuellement : <ul style="list-style-type: none"> - le retard dans l'analyse du projet de loi par le Parlement ; - le risque d'amendements insuffisants qui ne rendent pas la Commission réellement indépendante et fonctionnelle ; - le délai de nomination et du choix des Commissaires.

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

2.3 Projets qui clôtureront en 2010

PBF/BDI/C-4 : Appui aux Consultations nationales sur la mise en place des Mécanismes de la Justice de Transition au Burundi	
<p><u>Les principales réalisations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Finalisation des listes constituant l'échantillon des participants aux consultations nationales dans les 17 provinces et parmi la diaspora burundaise ; Les consultations ont été organisées dans 9 provinces (Bubanza, Cibitoke, Cankuzo, Gitega, Karusi, Kirundo, Mwaro, Rutana et Ruyigi) ; ne demande de prolongation de délai de mise en œuvre jusqu'au 31 mars 2009 ainsi qu'un supplément de financement pour un montant de 439.958 US\$ a été adressée au Comité de Pilotage Conjoint. <p><u>Taux d'exécution budgétaire : 96.8%</u></p> <p><u>Priorités pour les 3 prochains mois</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Obtenir la prolongation du délai de mise en œuvre du projet jusqu' au 31 mars 2010 ainsi que le financement supplémentaire pour couvrir les dépenses jusqu'au 31 mars 2010 ; Poursuivre les consultations dans 8 provinces qui restent (Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Bururi, Kayanza, Makamba, Muramvya, Muyinga, Ngozi) Saisir progressivement les données recueillies au cours des consultations nationales afin de rattraper le retard enregistré du fait que l'informaticien n'a pris fonction que le 7 août 2009; Mettre à jour le site <i>Internet</i> des consultations nationales ; Préparer les rapports d'étape, par province, au fur et à mesure que les consultations se tiennent ; Concevoir la monture du rapport des consultations nationales. 	<p><u>Appréciation qualitative</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les consultations nationales ont vu la participation de 1,990 personnes soit 85.7% de participation. Cela a permis aux acteurs clés et a la population d'être mieux informés sur la justice de transition et les mécanismes de justice de transition. La Communauté internationale a montré son soutien au processus de consultations nationales lors d'une descente sur terrain en province Gitega le 11 septembre 2009. <p><u>Contraintes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Au regard des contraintes budgétaires, les ressources mises à disposition des Points Focaux provinciaux ne leur permettent pas d'effectuer la distribution personnelle des invitations dans leur province respective. Le document de projet prévoit des consultations radio et télévisées. En raison de la nécessité de garder la confidentialité des questionnaires et des thèmes discutés par les participants, ce processus s'avère difficile – sinon impossible – à exécuter. Il est tout aussi difficile d'identifier les participants à de telles formes de consultations, au regard de la question de parité ethnique et genre ; Les consultations par <i>Internet</i> de la diaspora présentent des difficultés de conception étant donné la dispersion des Burundais à l'étranger. Toutefois, le CPT est en train de pondérer la question.
Projet PBF/BDI/A-8 : Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke	
<p><u>Les principales réalisations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place de l'Unité de Gestion et des outils de travail: <ul style="list-style-type: none"> ✓ le Coordonnateur du projet, les 2 Coordonnateurs provinciaux, le Chargé de Projet, l'Assistante Administrative et Financière et les Chauffeurs sont déjà recrutés. Le processus de recrutement du 	<p><u>Appréciation qualitative</u></p> <p>Les conditions de travail permettant un démarrage effectif des activités du projet sont réunies</p>

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

<p>Conseiller Technique Principal est en cours. L'équipe en place est déjà installée dans les bureaux du PNUD situés sur la rue du Marché.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 4 pick up commandées pour le projet ont été réceptionnées complétant ainsi les équipements informatiques et les photocopieurs-imprimantes déjà livrés ✓ Organisation d'une réunion de prise de contact avec les Gouverneurs des provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke en date du 08 juillet 2009. ✓ Tenue, à la suite de la réunion susmentionnée, de 3 séances et un atelier de réflexion sur la pérennisation des acquis du projet ; respectivement en dates du 21 juillet ; 06 août ; 02 septembre et 16 septembre 2009. ✓ Démarrage du processus d'organisation d'un forum national et d'appui à la formulation d'une stratégie nationale sur la réintégration et le relèvement communautaire avec l'organisation de la retraite interministérielle, du 28 au 30 septembre 2009, préparant l'atelier/forum <p><u>Taux d'exécution budgétaire : 31%</u></p> <p><u>Étapes pour les 3 prochains mois :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation des drafts, déjà élaborés, de Plan de Travail Annuel et du Plan de Travail Trimestriel octobre-décembre 2009 au Comité Technique de Suivi, dans sa première réunion programmée pour le 2 octobre 2009. • Organisation d'un atelier de lancement officiel du projet en présence des autorités administratives et des intervenants. • Ouverture de l'antenne provinciale du projet à Cibitoke. • Poursuite de l'animation du processus d'organisation d'un forum national et d'appui à la formulation d'une stratégie nationale sur la réintégration et le relèvement communautaire. • Campagne de sensibilisation et de mobilisation communautaire avec un accent particulier sur la promotion de réconciliation nationale et la résolution pacifique des conflits locaux. • Atelier de formation à l'attention des élus locaux, leaders féminins et agents de l'administration locale en matière de réintégration et relèvement. • Identifications des opérateurs économiques locaux pouvant jouer un rôle actif dans le revitalisation de l'économie. • Reboisement en projets HIMO. • Identification et financement de la réhabilitation des (3) infrastructures sociales de base. 	<p>La direction du PNUD (Représentant Résident et Directeur Pays) a partagé avec les 3 Gouverneurs la compréhension commune du bien fondé et des défis du projet dans les 3 Provinces et a demandé à ces responsables administratifs de développer un plan de pérennisation du projet</p> <p>La participation et l'implication effective des 3 Gouverneurs et leurs proches collaborateurs, des Cadres du Ministère de tutelle (Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés et de la Réintégration Sociale), du Ministère du Plan et de la Reconstruction et du Ministère de la Décentralisation et du Développement Communal, ainsi que les intervenants dans les 3 provinces, garantissent l'appropriation du projet par les bénéficiaires et la réalisation des activités dans un cadre coordonné.</p> <p>Les réflexions menées ont dégagé des axes permettant d'élaborer un plan de pérennisation comme activité initiale du projet.</p> <p>La constitution, par le Ministère de Tutelle, d'une équipe d'Experts provenant de ce dernier et d'autres Ministères et Institutions concernés (Plan et Reconstruction Nationale ; Agriculture et Elevage ; Eau, Environnement et Aménagement du Territoire ; Enseignement Primaire et Secondaire ; Santé ; Décentralisation et Développement Communal ; Enseignement des Métiers et Formation Professionnelle; CNDRR et CNTB) permettra au Gouvernement de s'approprier du processus.</p> <p><u>Contraintes :</u></p> <p>Rien à signaler</p>
---	--

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

1. ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE ET DATE PREVUE POUR LA CLOTURE

Domaine de priorité / Projet	Budget approuvé en US\$	Date de démarrage	Date prévue pour la clôture	Taux d'exécution budgétaire au 30 juin 2009	Taux d'exécution budgétaire au 30 sept. 2009
Projets clôturés au cours du trimestre					
1. PBF/BDI/A-2 : Appui à la mise en place des cadres de dialogue et de concertation entre les partenaires nationaux.	3,148,000.00	01.09.2007	30.09.2009	89.10%	91.00%
2. PBF/BDI/A-4 : Participation des jeunes à la cohésion sociale au niveau communautaire.	4,200,005.21	01.09.2007	31.08.2009	91.85%	89.45%
3. PBF/BDI/A-6 : Promotion du rôle des petites et micro entreprises et des microprojets dans la consolidation de la paix	500,000.00	23.05.2008	31.07.2009	72.00%	65.00%
Projets qui clôturent les activités au cours du 4^{ème} trimestre					
4. PBF/BDI/A-1 : Appui au renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption et les malversations diverses à travers tout le pays	1,500,000.00	03.10.2007	13.12.2009	65.82%	80.95%
5. PBF/BDI/A-7 : Amélioration de la qualité des services publics locaux.	3,000,000.00	17.07.2008	31.12.2009	57.53%	65.70%
6. PBF/BDI/B-1 : Lancement des activités de désarmement de la population et de lutte contre la prolifération des armes légères.	500,000.00	01.07.2007	31.10.2009	63.00%	75.00%
7. PBF/BDI/B-2 : Casernement des Forces Nationales de Défense (FDN) pour atténuer l'impact de leur présence au sein des populations.	4,812,150.00	24.08.2007	31.12.2009	81.70%	79.00%
8. PBF/BDI/B-3 : Appui pour un Service National de Renseignement respectueux de l'état de droit.	500,000.00	23.10.2007	31.10.2009	63.62%	83.00%
9. PBF/BDI/B-4 : Appui pour une police nationale du Burundi de proximité opérationnelle.	6,900,000.00	24.10.2007	31.12.2009	63.00%	65.00%
10. PBF/BDI/B-5 : Promotion de la discipline et amélioration des relations entre la Force de Défense Nationale (FDN) et la population à travers la moralisation du corps.	400,000.00	01.03.2008	31.12.2009	59.00%	72.00%
11. PBF/BDI/C-1 : Appui à la mise en place d'une Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme et au lancement de ses activités.	400,000.00	28.05.2007	31.12.2009	74.34%	74.34%
Projets en cours en 2010					
12. PBF/BDI/C-4 : Appui aux Consultations nationales sur la mise en place des Mécanismes de la Justice de Transition au Burundi	1,000,000.00	13.08.2008	31.03.2010	66.00%	96.80%
13. PBF/BDI/A-8 : Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke	1,787,553	02.10.2009	01.10.2010	0.00%	31.00%

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

Acronymes

1. ABELO : Association Burundaise des Elus Locaux
2. ALPC : Armes Légères et de Petit Calibre
3. BLTP : Burundi Leadership Training Program
4. CDCPA : Commission Nationale de Désarmement de la Population Civile et de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre
5. CDF : Centre de Développement Familial
6. CDTC : Commission de Désarmement Civil
7. CISNU : Centre Intégré de Services des Nations Unies
8. CNIDH : Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme
9. CPT : Comité de Pilotage Tripartite
10. CTP : Conseiller Technique Principal
11. IMF : Institutions de Micro Finances
12. FDN : Force de Défense Nationale
13. HIMO : Haute Intensité de Main d'œuvre
14. MDNAC : Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants
15. MSNRRND : Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement et de la Reconstruction Nationale,
16. MDPHG : Ministère des Droits de la Personne Humaine et du Genre
17. MOFF : Menaces Opportunités Forces et Faiblesses
18. MROP : Maintien et Rétablissement de l'Ordre Public
19. OLUCOME : Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques
20. OSC : Organisations de la Société Civile
21. PBF : Peacebuilding Fund / Fonds de Consolidation de la Paix
22. PRADECS : Programme d'Appui au Développement Economique et Sociale (Banque Mondiale)
23. PTPCE : Projet des Travaux Publics et de Création d'Emploi (Banque Mondiale)
24. SNR : Service National de Renseignement
25. VBG : Violences Basées sur le Genre